

## 987<sup>e</sup> séance

Lundi 1<sup>er</sup> décembre 1975, à 15 h 35.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.987

### POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR

**Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (suite)** [A/10074, A/10128, A/10163-S/11780, A/10164-S/11784, A/10174-S/11797, A/10178-S/11799, A/10204-S/11809, A/10272, A/10286, A/10370]

#### DISCUSSION GENERALE (suite)

1. M. NEYTCHIEV (Bulgarie) fait remarquer que l'Assemblée générale a récemment achevé l'examen de la question de Palestine en adoptant de nouvelles résolutions qui reconnaissent les droits inaliénables du peuple palestinien et affirment que l'exercice de ces droits est une condition indispensable à l'établissement de la paix au Moyen-Orient [résolution 3375 (XXX) et 3376 (XXX)]. Il s'agit d'une question brûlante qui ne peut être réduite simplement à la situation des réfugiés car elle fait partie intégrante du problème du Moyen-Orient, provoqué par l'expansionnisme d'Israël.

2. Le rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (A/10272) présente des preuves des violations par Israël des droits individuels de la population des territoires occupés. La simple occupation de ces territoires depuis 1967 constitue déjà une violation des droits de l'homme. Bien que le Gouvernement israélien n'ait pas permis au Comité spécial de se rendre dans les territoires occupés, ce dernier a pu recueillir des preuves qui montrent que les droits de l'homme y sont effectivement violés.

3. Le Comité spécial signale que la situation dans les territoires occupés n'a pas changé : la population continue à subir les effets de l'occupation que le peuple bulgare n'a aucune peine à imaginer car il a connu une situation analogue.

4. Le Gouvernement israélien a accéléré l'application de sa politique d'annexion en établissant des colonies de peuplement sur les hauteurs du Golan, dans le Sinaï et sur la rive occidentale du Jourdain et en altérant le caractère démographique des zones occupées. La situation qui règne dans ces zones depuis 1967 reste un motif de préoccupation, notamment pour les jeunes dont les sentiments d'indignation et de colère ne font qu'augmenter. Aussi, le nombre d'incidents et d'arrestations a-t-il augmenté en proportion.

5. La population des territoires occupés continue à dépendre économiquement d'Israël qui l'exploite comme source de main-d'œuvre à bon marché. Israël continue également à piller les ressources des territoires occupés et même leur

patrimoine archéologique et artistique, ce qui a provoqué un tollé général.

6. Le Comité spécial n'a pu terminer à temps son rapport sur Kouneitra, mais il ne fait aucun doute que la destruction de cette localité a été délibérée. De tels actes sont particulièrement inquiétants parce qu'ils sont l'expression de la politique d'annexion d'Israël, celle du fait accompli, qui rend extrêmement difficile un règlement du problème du Moyen-Orient.

7. La délégation bulgare partage l'opinion du Comité spécial, à savoir que la Puissance occupante continue à violer de façon flagrante les droits fondamentaux de la population des territoires occupés, au mépris des conventions internationales pertinentes, et elle estime avec le Comité spécial que la fin de l'occupation sera le moyen le plus sûr de garantir le rétablissement des droits individuels fondamentaux de la population des territoires occupés (*ibid.*, par. 188 et 189). Seuls le retrait d'Israël et la restitution au peuple palestinien de ses droits légitimes, y compris le droit de former un Etat séparé, apporteront une solution juste et durable.

8. Aujourd'hui plus que jamais, il faut pour pouvoir résoudre définitivement le problème du Moyen-Orient reprendre la Conférence de la paix de Genève à laquelle l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) devra participer sur un pied d'égalité avec les autres parties concernées.

9. M. GREGORIADES (Grèce) déclare que sa délégation n'est pas surprise du rapport du Comité spécial car les pratiques qui y sont mentionnées font partie intégrante d'une occupation militaire et sont des anomalies déplora-bles inhérentes à l'anomalie qu'est une occupation militaire. Les forces d'occupation continuent à empêcher l'accès du Comité spécial aux territoires occupés, ce qui avive les craintes concernant la situation de ces territoires.

10. Le problème le plus grave traité dans le rapport est la politique d'annexion et de colonisation menée par les forces militaires d'occupation par leur présence même. La politique de déplacement de la population est contraire aux articles 47 et 49 de la quatrième Convention de Genève<sup>1</sup> et aux principes de la Charte des Nations Unies et la communauté internationale a donc énergiquement condamné cette politique.

11. L'occupation militaire implique la violation de tous les principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme; l'occupation

<sup>1</sup> Convention de Genève sur la protection des personnes civiles en temps de guerre (Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n° 273, p. 287).

militaire étrangère est une négation de la raison qui a justifié la création et l'existence de l'Organisation des Nations Unies.

12. La délégation grecque déplore profondément non seulement les pratiques résultant de l'occupation militaire des territoires occupés mais aussi le fait que ces pratiques soient utilisées par un peuple qui a immensément souffert au cours de son histoire. Il s'agit d'une situation anormale à plus d'un titre, d'une réaction en chaîne déplorable et dangereuse.

13. Enfin M. Gregoriades signale que le Ministre des affaires étrangères de la Grèce et le représentant permanent de ce pays auprès de l'Organisation des Nations Unies ont déjà eu l'occasion d'exprimer clairement la position du Gouvernement grec sur toute la question de Palestine et du Proche-Orient.

14. M. HOUNGAVU (Dahomey) déclare que le septième rapport du Comité spécial (A/10272), comme ceux qui l'ont précédé, est un document objectif, clair et précis, et il félicite les membres du Comité de l'impartialité de leur travail.

15. Les pratiques israéliennes dans les territoires occupés, à savoir l'application d'une politique de colonisation et d'annexion, les détentions arbitraires massives, les conditions inhumaines dans les prisons et autres lieux de détention, les mesures de bannissement et d'expulsion, et l'exploitation des ressources des territoires occupés sont des violations flagrantes des droits individuels de la population.

16. Ces pratiques israéliennes ne feront qu'aviver la lutte contre le sionisme, considéré à juste titre comme une forme de racisme. Il faut intensifier la lutte contre le sionisme à tous les niveaux afin d'amener Israël à appliquer les décisions de l'ONU en évacuant les territoires occupés par la force et à reconnaître le peuple palestinien, dont la seule expression authentique est l'OLP.

17. Les pratiques inhumaines d'Israël dans les territoires occupés doivent être unanimement condamnées par la communauté internationale.

18. M. SIBAHI (République arabe syrienne) félicite le Comité spécial du travail remarquable qu'il a accompli, bien qu'Israël ne lui ait pas permis de pénétrer dans les territoires occupés, cherchant ainsi à cacher une nouvelle preuve plus révélatrice encore d'un des crimes les plus infâmes de l'histoire. Il n'est pas surprenant qu'Israël ait adopté cette attitude, puisqu'il ne tient aucun compte de la Charte, des accords internationaux et de la Déclaration universelle des droits de l'homme et ne respecte pas les résolutions de l'ONU. Le représentant d'Israël a essayé de justifier cette position en prétendant que les membres du Comité spécial sont ressortissants de pays qui ont rompu leurs relations diplomatiques avec Israël, mais deux au moins de ces pays avaient des relations diplomatiques avec Israël lorsque le Comité spécial a été institué en 1968. En outre, le Comité est chargé d'une mission que lui a assignée la communauté internationale, dont Israël doit respecter la volonté. Il convient de rappeler également qu'Israël a refusé de recevoir le représentant spécial du Secrétaire général envoyé en vertu de la résolution 259 (1968) du Conseil de

sécurité, un groupe d'experts envoyé par la Commission des droits de l'homme pour faire une enquête sur les violations des Conventions de Genève et la mission que le Conseil de sécurité, en vertu de sa résolution 298 (1971), a autorisé à faire une enquête sur la modification du statut de Jérusalem.

19. Il est donc évident que le rapport du Comité spécial est le seul moyen qu'ait la communauté internationale de connaître ce que fait Israël en Palestine et dans les territoires arabes occupés. Ce rapport impartial a mis en évidence les aspects impérialistes, expansionnistes et colonialistes d'Israël, qui se livre à des expropriations et à des annexions de territoires pour établir des colonies de peuplement dans les territoires occupés. Ces projets violent les droits fondamentaux de la personne humaine et le droit international, en particulier la quatrième Convention de Genève et la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, faite à La Haye en 1954<sup>2</sup>.

20. Les autorités israéliennes continuent de détruire le patrimoine archéologique arabe dans les territoires occupés ou d'en éliminer le caractère arabe. C'est à quoi visent les fouilles auxquelles a procédé une mission archéologique israélienne contre le mur ouest de la mosquée d'Omar à Jérusalem, fouilles au cours desquelles on a découvert trois palais omeyyades qui doivent être démolis. La délégation de la République arabe syrienne a communiqué ces renseignements au Secrétaire général dans une note verbale en date du 26 septembre 1975 et a demandé au Secrétariat de l'ONU de mettre fin, en consultation avec l'UNESCO, à la destruction des trésors archéologiques de la civilisation arabe (A/10286). Une mission archéologique internationale, reconnue par les pays arabes, pourrait procéder à une étude pour mettre fin à tous les projets israéliens qui affectent ces trésors d'une façon ou d'une autre.

21. Le rapport du Comité spécial montre également l'exploitation économique dont sont victimes les territoires occupés, exploitation que le représentant d'Israël qualifie de "réforme", alors qu'il s'agit seulement, en réalité, de fournir une main-d'oeuvre à bon marché à Israël. Le rapport révèle également les mesures punitives, répressives et terroristes et les méthodes nazies : détentions administratives en masse et jugements devant des tribunaux militaires, auxquelles ont recours les autorités israéliennes à l'encontre des éléments nationalistes. Au paragraphe 106 du rapport, on donne un exemple édifiant de ces mesures répressives.

22. La triste situation qui existe également du point de vue spirituel et religieux est aussi évoquée dans le rapport. Les mesures prises au sujet de la mosquée Ibrahimî, destinées, selon les autorités israéliennes, à permettre son utilisation par les juifs et les musulmans, constituent en réalité une violation des dispositions de la quatrième Convention de Genève.

23. Il faut examiner la gravité des pratiques israéliennes compte tenu de la Charte des Nations Unies, du droit international et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, mais plus particulièrement des Conventions de Genève<sup>3</sup>, qu'Israël a signées mais que par la suite il a

<sup>2</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 249, n° 3511, p. 215.

<sup>3</sup> *Ibid.*, vol. 75, nos 970 à 973.

dénoncées, en particulier la quatrième Convention. Ce faisant, il a essayé de se libérer d'un complexe de culpabilité engendré par ses pratiques inhumaines; cette dénonciation est une preuve de plus de ses intentions criminelles et du mépris dans lequel il tient les résolutions de la communauté internationale et le droit international.

24. La délégation de la République arabe syrienne souligne que le Comité spécial conclut dans son rapport qu'il est indispensable que l'Organisation change d'attitude au sujet du problème de l'occupation. Il est temps que la communauté internationale envisage sérieusement la possibilité d'imposer, conformément à la Charte, des sanctions internationales contre cette entité raciste et sioniste qu'est Israël dans tous les domaines, et de fixer un délai pour qu'Israël se conforme aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité dans lesquelles ces organes réclament la fin de l'occupation et de l'agression et la reconnaissance des droits inaliénables des habitants des territoires occupés.

25. Le fait que l'ONU ait condamné la présence d'un Israël sioniste et raciste dans les territoires arabes occupés et exigé qu'il soit mis fin à l'occupation et que le peuple arabe de Palestine recouvre ses droits légitimes est une raison d'espérer.

26. En ce qui concerne les territoires occupés, il est cité au paragraphe 33 du rapport un article d'un journal israélien selon lequel, depuis 1967, 800 millions de livres israéliennes ont été investies dans la construction de logements dans les territoires occupés, où 44 lotissements ont été construits et 8 autres sont en construction. Comme le représentant d'Israël a dit que son pays ne pratique aucune politique d'expansion, de colonisation de territoires ou d'annexion, on peut se demander pourquoi l'on construit tous ces logements et s'il s'agit de territoires arabes ou israéliens. A en juger par les paroles du Premier Ministre, M. Rabin, qui a dit durant une visite sur les hauteurs du Golan que ce n'était pas pour les évacuer ensuite qu'Israël avait construit tous ces logements (*ibid.*, par. 63), ces constructions ne paraissent avoir d'autres objectifs que de perpétuer l'occupation. Pour sa part, le Ministre du logement a déclaré que la mise en place de colonies de peuplement dans les territoires occupés était la principale opération de colonisation depuis la création de l'Etat d'Israël et que ces colonies étaient d'une importance capitale non seulement pour la délimitation des frontières de l'Etat, mais également pour des raisons de sécurité (*ibid.*, par. 64). D'après le Ministre de la défense, Israël n'abandonnera pas les colonies des hauteurs du Golan même après les négociations (*ibid.*, par. 70). Mais ce ne sont là que des exemples des nombreuses déclarations prononcées par les dirigeants israéliens.

27. Au sujet de Kouneitra, M. Sibahi espère que le Comité spécial terminera rapidement son enquête afin que l'ONU puisse avoir des preuves concluantes d'un des crimes les plus abominables qui ait jamais été perpétré par des forces d'occupation étrangère. Actuellement, les dirigeants israéliens nient les déclarations faites par le Premier Ministre au correspondant du *Journal The New York Times* le 20 septembre 1975, à savoir qu'à propos de son accord avec l'Egypte Israël aurait deux épreuves à surmonter : premièrement, transférer de façon ordonnée les champs pétroliers à l'Egypte et, deuxièmement, éviter un autre Kounei-

tra. En dépit de cela, les fonctionnaires israéliens essaient aujourd'hui de se justifier et ils prétendent qu'ils n'ont jamais été au courant de la destruction de Kouneitra ou que leurs instructions ont été mal interprétées, ce qui ne les décharge pas de leurs responsabilités. A cet égard, M. Sibahi remercie le représentant du Koweït d'avoir éclairci à la séance précédente ce qu'a dit le Premier Ministre d'Israël en ce sens. Israël prétend que la destruction de Kouneitra a été causée directement par les actes d'agression de la République arabe syrienne à diverses périodes depuis 1967. L'ampleur des destructions à Kouneitra montre que ces allégations sont fausses.

28. Dans sa résolution 3336 (XXIX), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa trentième session, un rapport sur les effets économiques préjudiciables qu'ont sur les Etats et les peuples arabes les agressions israéliennes répétées et l'occupation continue de leurs territoires. Il ressort du rapport du Comité spécial que l'expert chargé d'enquêter sur la destruction de Kouneitra n'a pas terminé l'enquête demandée par l'Assemblée générale dans sa résolution 3240 C (XXIX). Il a pourtant présenté un témoignage oralement au Comité spécial (*ibid.*, chap. V).

29. A cet égard, M. Sibahi juge utile de signaler que les pertes de la République arabe syrienne s'élèvent au total à 7 019 209 dollars, sans parler de la perte annuelle depuis 1967 de 184 millions de dollars dus à la perte de terres arables. Il suffit de dire que les pertes résultant de la destruction de Kouneitra et les pertes agricoles entraînées par l'occupation du district de Kouneitra, en dehors du pillage des trésors archéologiques et de l'assistance fournie aux réfugiés depuis 1967, s'élèvent à 9 096 660 dollars.

30. Le film projeté à la 985<sup>e</sup> séance montre l'histoire tragique de la ville de Jérusalem et du peuple de Palestine. M. Sibahi espère que le Comité spécial donnera également à la Commission la possibilité de voir les destructions et les dégâts causés par les forces d'occupation israéliennes sur les hauteurs du Golan et à Kouneitra.

31. Le cas de l'archevêque Capucci, qui a été jugé par un tribunal qui n'était pas constitué selon les normes du droit international, comme le mentionne le Comité spécial dans son rapport (*ibid.*, par. 186), et qui a été incarcéré sur la foi de fausses accusations, est l'exemple le plus indigne des agissements d'Israël dans les territoires occupés.

32. Les Nations Unies doivent continuer à s'efforcer d'établir la paix dans la terre de la paix, de rétablir les droits sacrés des habitants de la Palestine, qu'ils soient juifs, chrétiens ou musulmans, de mettre fin à l'occupation et à l'agression et de prendre des mesures nécessaires pour que la Charte soit respectée.

33. M. FEZZANI (Tunisie) rappelle que, dans son intervention à la 985<sup>e</sup> séance, le Président du Comité spécial a souligné le désir des membres du Comité de présenter un rapport fondé sur des faits incontestables et sur des renseignements émanant de sources israéliennes. En effet, le rapport repose sur des déclarations faites par de hauts fonctionnaires du gouvernement et autres dirigeants israéliens et sur des articles publiés dans des journaux israéliens, et toutes ces sources confirment l'intention des

autorités israéliennes de poursuivre et d'affermir leur politique de colonisation et d'annexion, partielle ou totale, des territoires arabes occupés.

34. Grâce au film sur les pratiques israéliennes à Jérusalem, la Commission politique spéciale a eu confirmation de la portée des opérations de démolition dans les territoires occupés et de la rapidité avec laquelle elles sont exécutées en expulsant les habitants de ces territoires de façon que des immigrants juifs étrangers puissent prendre leur place. Il est évident que ces transformations et ces déplacements de population sont la conséquence d'une politique planifiée dont le but est d'altérer le caractère physique et démographique des territoires arabes occupés.

35. Depuis sa création, Israël n'a pas cessé d'utiliser tous les prétextes pour appliquer sa politique d'hégémonie et d'expansion. Les habitants arabes sont expulsés, des colonies juives s'installent, des campagnes sont organisées afin d'attirer des Juifs de toutes les régions du monde, et des habitations et des zones industrielles sont construites à l'intention de ces nouveaux immigrants. Même les Lieux saints, en particulier musulmans, n'ont pas échappé à ces transformations. Les musulmans se voient soumis à une réglementation arbitraire qui menace leur droit de pratiquer librement leur culte. Dans de telles conditions, il est bien compréhensible que le nombre de prisonniers politiques arabes en Israël ne cesse de s'accroître. Il n'est pas non plus surprenant que ces prisonniers soient soumis à de mauvais traitements, car on ne peut plus s'attendre que les autorités sionistes aient le moindre respect pour la personne humaine ni pour les droits de l'homme.

36. Dans ses diverses interventions, le représentant d'Israël s'est contenté d'attaquer avec virulence les membres du Comité spécial et de défendre ensuite les vertus de la colonisation. Il a parlé notamment de la hausse du niveau de vie de la population arabe dans les territoires occupés, ce qui, à tout le moins, est ridicule. Son langage rappelle étrangement celui qu'utilisaient les puissances coloniales pour justifier leur domination. De plus, le représentant d'Israël a recours à des arguments que seul se permet aujourd'hui d'utiliser le régime raciste sud-africain. Il se peut que le représentant d'Israël pense que de cette manière il pourra éviter que les Etats Membres condamnent la politique colonialiste d'Israël. Mais il ne fait aucun doute qu'Israël n'échappera pas à la condamnation de l'histoire.

37. M. Fezzani note qu'il y a de bonnes raisons de penser que le Gouvernement israélien ne cessera de commettre ces violations des droits de l'homme tant qu'il continuera d'occuper les territoires arabes, car c'est là le fond du problème. De même, ce gouvernement ne semble pas avoir envisagé sérieusement l'évacuation des territoires arabes. C'est pourquoi, le représentant de la Tunisie pense que, conformément à la Charte, l'ONU a le devoir de mettre un terme aux ambitions expansionnistes d'Israël. A cet égard, il rappelle qu'en 1975 s'est déroulée à Jérusalem l'Assemblée générale du Congrès juif mondial, qui a été dominée par les représentants de l'Agence juive pour Israël. L'Organisation des Nations Unies a une responsabilité particulière à l'égard de la population des territoires occupés et ne peut rester indifférente devant les violations flagrantes des Conventions de Genève et autres instruments internationaux. Quant aux autorités israéliennes, elles doivent se rendre compte que le

fait qu'Israël soit Membre de l'Organisation des Nations Unies leur impose des obligations et qu'elles ne peuvent continuer d'ignorer l'évolution des relations internationales. Elles commettent une grande erreur si elles pensent qu'elles pourront effacer des siècles d'histoire et poursuivre une politique colonialiste d'hégémonie et d'expansion à une époque de coopération et de détente.

38. M. KAPLLANI (Albanie) déclare que les politiques systématiques de répression, de violence et de destruction que pratiquent les envahisseurs israéliens dans les territoires arabes occupés sont pleinement conformes aux ambitions expansionnistes des milieux dirigeants de Tel-Aviv, qui s'efforcent d'étouffer la résistance des peuples arabes par la terreur.

39. Le peuple albanais, qui appuie sans réserve la juste cause des peuples arabes, dénonce la politique d'expansion et d'agression des sionistes israéliens qui font tout ce qu'ils peuvent, avec l'appui des deux superpuissances, pour dénationaliser ces territoires et les annexer, tout en niant aux peuples arabes en général et au peuple palestinien en particulier leur droit inaliénable de récupérer leurs terres usurpées.

40. Les sionistes israéliens proclament leur désir de résoudre la question du Moyen-Orient "par des moyens pacifiques", mais la réalité prouve la fausseté de leurs paroles car les sionistes israéliens poursuivent une politique d'agression et de violence qu'ils ont institutionnalisée et ne pensent pas abandonner. Ils utilisent tous les moyens à leur portée pour déplacer la population arabe : la torture et la persécution, les détentions arbitraires et la destruction ou la confiscation de leurs propriétés. Comme si cela ne suffisait pas, les sionistes tentent de se justifier en recourant à une propagande néo-nazie qui attribue aux Israéliens une certaine supériorité génétique par rapport aux Arabes. Il est donc évident que les sionistes ont des ambitions expansionnistes et colonialistes et qu'ils caressent l'espoir de construire un Etat juif "pur". Mais rien ne saura vaincre la résistance des peuples arabes, car leur force réside dans leur désir de récupérer leur patrie, et aucun type de propagande ou de démagogie ne pourra masquer les crimes sionistes.

41. Toutefois, face à cette situation, on peut se demander d'où Israël tire la force qui lui permet de suivre cette politique d'agression. La réponse est claire. Israël trouve tout l'appui nécessaire parmi les impérialistes des Etats-Unis, et bénéficie en même temps de l'aide dissimulée des socio-impérialistes soviétiques. L'une de ces superpuissances fournit à Israël des armes et du matériel de guerre et l'autre lui offre les ressources humaines dont il a besoin. Tant pour les Etats-Unis que pour l'Union soviétique, Israël est un élément très précieux dans le cadre de leurs manoeuvres visant à obtenir l'hégémonie au Moyen-Orient. Les impérialistes des Etats-Unis utilisent Israël comme une menace constante contre le monde arabe, tandis que les socio-impérialistes soviétiques exploitent la menace israélienne pour pénétrer de plus en plus à l'intérieur du Moyen-Orient, masquant leurs objectifs d'hégémonie derrière l'"aide" et l'"appui" qu'ils prétendent apporter aux peuples arabes.

42. Dernièrement, la rivalité entre les deux superpuissances s'est intensifiée et cela ne peut qu'aggraver la

situation des Palestiniens et des autres peuples arabes. Le prétendu "désir" des Etats-Unis et de l'Union soviétique de résoudre la question du Moyen-Orient n'est qu'un désir de maintenir une situation où il n'y ait ni guerre ni paix, et qui favorise leur présence dans la région.

43. En conséquence, l'Albanie affirme que les peuples arabes ne peuvent espérer que l'on réalise pour eux leurs objectifs historiques. Ils n'atteindront ces objectifs qu'en luttant résolument. Quant à l'Albanie, elle exprime son appui inconditionnel à la juste cause et aux droits légitimes des peuples arabes.

44. M. SAHAD (République arabe libyenne) déclare que le rapport du Comité spécial (A/10272) montre clairement et sans ambiguïté l'objectivité avec laquelle le Comité spécial s'est acquitté de sa tâche difficile, rendue encore plus délicate par le refus d'Israël de permettre au Comité spécial de se rendre dans les territoires arabes occupés. Nombreuses sont les résolutions de l'Assemblée générale qui demandent d'autoriser le Comité spécial à visiter les territoires occupés; par conséquent, le fait même de ne pas avoir permis au Comité de se rendre dans les territoires est en soi une violation des résolutions de l'Assemblée. Aujourd'hui, la communauté internationale sait fort bien pourquoi les sionistes continuent à empêcher l'accès du Comité spécial aux territoires arabes. La première raison est que les occupants sionistes cherchent à éviter que la communauté internationale ait une connaissance directe de la situation dans ces territoires afin de pouvoir continuer à appliquer librement leurs plans criminels et à réaliser leurs ambitions expansionnistes. Malgré tout, le Comité spécial a réussi à présenter des rapports qui montrent clairement ce qui se passe dans les territoires arabes occupés. Il n'est donc plus possible de dissimuler les crimes racistes des sionistes. Pour sa part, M. Sahad est convaincu que le représentant sioniste à la Commission le sait parfaitement mais n'a pas le courage de le reconnaître. Malheureusement, le fait que la communauté internationale connaisse la situation dans les territoires arabes occupés n'empêche pas les sionistes de poursuivre leurs crimes.

45. Une autre raison pour laquelle l'entrée des territoires arabes occupés a été refusée au Comité spécial est de fournir au représentant sioniste un prétexte pour émettre des doutes sur la validité des renseignements contenus dans les rapports de ce comité. Mais le Comité spécial s'est fondé sur des déclarations et des plans des dirigeants sionistes, sur des informations publiées dans la presse occidentale et la presse sioniste et sur des faits confirmés par d'autres organisations internationales telles que la Croix-Rouge. Aussi le porte-parole du sionisme a-t-il eu recours, pour essayer de mettre en doute la véracité des renseignements du Comité spécial, à des arguments fallacieux qui ne peuvent tromper personne.

46. La troisième raison pour laquelle les sionistes se sont opposés à la visite du Comité spécial dans les territoires occupés était d'éviter que leurs alliés ne soient mis dans une position inconfortable face à la communauté internationale; et, bien qu'ils aient peut-être réussi sur ce point, il doit être très difficile pour ces gens qui parlent tant des droits de l'homme de faire taire la voix de leur conscience.

47. Quand elle se préoccupe des conditions de vie de la population des territoires arabes occupés, l'Organisation des

Nations Unies ne fait que s'acquitter des responsabilités qui découlent de la Charte et d'autres conventions et instruments internationaux. Le fait même d'occuper des territoires, quelle qu'en soit la cause, est condamné par la Charte qui stipule que l'expansion territoriale par la force des armes est inadmissible. Les conventions et instruments internationaux rejettent l'agression et considèrent que l'occupation de territoires est une situation anormale qui ne saurait être que provisoire. Pourtant, malgré toutes les résolutions de l'Organisation des Nations Unies demandant le retrait des territoires arabes des forces sionistes d'occupation, les occupants poursuivent leurs plans qui, en Palestine, ont déjà été réalisés en partie.

48. Le sionisme est un mouvement européen raciste et impérialiste, étranger au Moyen-Orient, qui utilise des interprétations mythiques de l'histoire de l'Ancien Testament pour imposer son autorité sur la Palestine et les pays voisins. Il a appelé et appelle tous les Juifs du monde à se rassembler en Palestine et dans d'autres régions des territoires arabes, ouvrant ainsi la voie à une nouvelle vague d'agression et d'expansion à chaque arrivée d'immigrants. Ce qui s'est passé en Palestine, et ce qui se passe aujourd'hui dans les territoires arabes occupés, est la conséquence de l'idéologie raciste sioniste dont le but est d'étendre son territoire aux dépens des pays arabes, d'expulser les Arabes de leurs foyers et de détruire leur identité.

49. Le rapport du Comité spécial ne laisse subsister aucun doute sur les manifestations suivantes de l'occupation sioniste: annexion d'une partie des territoires occupés; démolition de maisons et de villages arabes dans le but de détruire leur identité; confiscation ou expropriation des terres arabes; expulsion et déportation de la population arabe et déni de son droit de retour; détentions administratives massives de populations arabes; établissement d'installations sionistes dans les territoires arabes occupés; restriction de la liberté de culte, ingérence dans la célébration des rites religieux et dans les coutumes et traditions familiales; pillage de trésors archéologiques et de biens culturels dans les territoires occupés; et exploitation illégitime de leurs ressources humaines et naturelles.

50. En fait, ces manifestations touchent tous les domaines de la vie économique, sociale, politique et privée de la population des territoires arabes occupés. Outre qu'elles constituent une violation des droits de l'homme et un délit contre l'humanité, elles sont une violation flagrante des conventions et instruments internationaux, en particulier de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre et de la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, de 1954, ainsi que des résolutions pertinentes des Nations Unies.

51. A ce sujet, il faut souligner que le représentant sioniste, en dépit de ce qui est affirmé dans les résolutions de l'Assemblée générale et dans les résolutions adoptées par différentes organisations internationales, telles que la Croix-Rouge internationale, a déclaré une fois de plus que la quatrième Convention de Genève n'est pas applicable à la situation des territoires arabes occupés.

52. Le rapport du Comité spécial réaffirme que les occupants sionistes poursuivent leurs plans criminels et que

leurs pratiques d'occupation demeurent inchangées. Ses paragraphes 31 à 102 fournissent des témoignages de la persistance d'une politique d'annexion et de colonisation, dont l'application se fait en trois étapes : premièrement, les autorités sionistes d'occupation exproprient ou confisquent les terres arabes; deuxièmement, elles implantent des colonies de peuplement sionistes sur ces terres et ailleurs et, troisièmement, elles obligent les habitants arabes à abandonner leurs foyers, ou elles les expulsent définitivement des territoires arabes occupés. Toutes ces mesures, adoptées "pour des raisons de sécurité" ou sous le prétexte d' "améliorations" ne visent en fait qu'à réaliser les objectifs de l'expansion sioniste.

53. Les témoignages les plus flagrants de mesures répressives sont peut-être ceux qui figurent au paragraphe 104 du rapport, où sont mentionnées les mesures prises contre l'université Bir Zeit en vue de paralyser la vie culturelle des habitants des territoires arabes occupés, ainsi que les témoignages contenus dans le paragraphe 137 concernant la politique de représailles pratiquée à l'encontre des civils, politique qui comprend l'expulsion, la démolition d'habitations, la fermeture de magasins et de commerces, l'interdiction d'exporter des produits comme mesure de sanction à la suite d'incidents survenus et les détentions massives. Toutes ces mesures visent à contraindre les habitants arabes à abandonner les territoires occupés afin que le sionisme puisse poursuivre la politique qu'il a déjà appliquée en Palestine.

54. Aujourd'hui plus que jamais, l'Organisation des Nations Unies connaît parfaitement le caractère véritable de ces mesures. C'est pourquoi, année après année, l'Assemblée générale a déclaré nulles toutes les dispositions prises par le régime sioniste dans les territoires arabes occupés.

55. Il convient de signaler que, bien que le sionisme viole constamment les résolutions de l'Organisation des Nations Unies, il continue néanmoins de recevoir l'appui et l'aide de certains membres de l'Organisation. Ce n'est un secret pour personne que les Etats-Unis d'Amérique sont les complices du régime sioniste et que la plus grande partie des fonds que ce pays lui fournit est utilisée pour installer dans les territoires occupés des colonies de peuplement destinées à accueillir les nouveaux émigrants. Il n'est pas inutile de rappeler à la Commission le projet de loi présenté par le sénateur Muskie et approuvé par le Sénat des Etats-Unis, en vertu duquel le régime sioniste se voit accorder une assistance s'élevant à plus de 70 millions de dollars pour la création de nouvelles colonies de peuplement. Par cette aide, les Etats-Unis contribuent à soutenir l'occupation et à faire obstacle au retour des habitants palestiniens et arabes dans leurs foyers et à la restitution de leurs biens et de leurs propriétés.

56. L'Organisation des Nations Unies ne peut s'acquitter de ses responsabilités que si elle peut compter sur la coopération et l'appui de tous ses Membres. L'histoire enseigne que l'oppression, l'agression et l'occupation sont vouées à l'échec et que la volonté des peuples d'accéder à la liberté, à l'égalité et à la justice finit par triompher.

57. Le révérend Benjamin NUÑEZ (Costa Rica) fait observer que, sur la base du rapport du Comité spécial, la

Commission politique spéciale doit décider si l'Etat d'Israël, qui administre ces territoires à la suite d'une guerre dans laquelle il a été entraîné, respecte les droits de l'homme des habitants des territoires occupés. Le Gouvernement costaricien a toujours manifesté un vif intérêt pour le respect effectif des droits de l'homme dans toutes les circonstances où ces droits sont menacés. Le Gouvernement costaricien a également manifesté son inquiétude au sujet des conditions de vie que sont celles des peuples du Moyen-Orient à la suite des conflits qui se sont déroulés dans cette région.

58. La délégation costa-ricienne rappelle encore une fois sa position concernant la composition et les travaux de ce comité, position qu'elle a déjà présentée à la session précédente. En effet, elle considère que la composition du Comité spécial viole les règles les plus élémentaires de l'équité juridique et de l'impartialité que l'on est en droit d'attendre d'un comité qui effectue des travaux d'enquête.

59. Le Comité spécial se compose de Sri Lanka, de la Yougoslavie et du Sénégal, trois pays qui n'entretiennent pas de relations diplomatiques avec l'Etat d'Israël et qui appartiennent au bloc de nations qui a récemment déclaré, suscitant des protestations de la part d'une grande partie de l'opinion publique mondiale, que le mouvement de renaissance du sionisme est une forme de racisme qui constitue un danger pour la paix mondiale. Le révérend Benjamin Nuñez se demande donc si l'on peut prétendre que le rapport du Comité spécial est impartial, juste et digne d'être examiné. Il se demande aussi si les pays arabes accepteraient qu'un comité de sionistes présente un rapport sur le traitement qu'ont reçu ou que reçoivent les Juifs qui souffrent encore à l'intérieur de leurs frontières.

60. M. RASOLONDRALIBE (Madagascar), soulevant un point d'ordre, dit que le représentant du Costa-Rica porte un jugement sur l'intégrité des membres du Comité spécial, et demande à ce représentant de préciser si ce jugement se fonde sur la lecture du rapport. Si ce n'est pas le cas, le fait qu'un représentant mette en doute l'intégrité d'un comité désigné par l'Assemblée générale constitue un précédent extraordinaire à la Commission politique spéciale.

61. Le PRESIDENT dit qu'il est du droit souverain de la délégation costa-ricienne d'exprimer son opinion.

62. M. SIBAHI (République arabe syrienne), soulevant un point d'ordre, dit que la Commission n'a pas de raison de réexaminer une résolution de l'Assemblée générale relative à la constitution d'un comité. La Commission est en train d'examiner le rapport présenté par le Comité spécial, et les observations de la délégation costa-ricienne ne se rapportent pas à ce rapport mais à la composition du Comité.

63. Le PRESIDENT demande au représentant de la République arabe syrienne de préciser l'objet de son point d'ordre.

64. M. SIBAHI (République arabe syrienne) réplique que la Commission doit examiner non pas une résolution qui a déjà été approuvée par l'Assemblée générale mais le rapport du Comité spécial. Si l'on veut reconsidérer la décision adoptée par l'Assemblée générale, il faut le faire conformément aux dispositions de la Charte.

65. Le **PRESIDENT** demande au représentant de la République arabe syrienne sur quel article du règlement intérieur il s'est fondé pour soulever son point d'ordre.

66. M. SIBAH (République arabe syrienne) explique que la Commission politique spéciale est en train d'examiner le rapport du Comité spécial et que le représentant du Costa Rica s'est référé à une décision adoptée par l'Assemblée générale il y a plusieurs années et en a déduit que la composition de ce comité est illégale. La délégation syrienne soutient que la Commission n'a pas le droit de réexaminer une décision prise par l'Assemblée générale.

67. Quant aux doutes que le représentant du Costa Rica a exprimés au sujet de l'intégrité des membres du Comité, cette question n'entre pas dans le cadre du débat auquel procède actuellement la Commission.

68. Le **PRESIDENT** considère que le représentant du Costa Rica n'a violé aucune règle de procédure.

69. Le révérend Benjamin NUÑEZ (Costa Rica) se demande si la Commission peut émettre un jugement en se fondant sur un rapport établi par un comité qui s'est prononcé sur la situation au sujet de laquelle il devait faire enquête avant même d'entreprendre cette enquête. La délégation costa-ricienne est disposée à étudier un rapport établi dans des conditions d'équité par un comité composé de personnes neutres qui analysent objectivement la situation. Le Costa Rica ne peut accepter le fonctionnement du Comité spécial à moins que l'Assemblée générale ne modifie ses attributions de manière qu'il s'occupe du sort de tous les êtres humains qui ont été victimes des différents conflits survenus dans la zone et qui vivent sous la juridiction d'Israël ou d'autres Etats.

70. La délégation costa-ricienne ne croit pas que tout le contenu du rapport soit faux mais elle considère qu'il faut être en garde contre les demi-vérités.

71. Le révérend Benjamin Nuñez dit avoir été un témoin oculaire en Israël pendant plus de deux ans et qu'il peut rendre compte de certains faits. Il n'existe pas d'accords sur le pétrole ni de liens économiques entre le Costa Rica et Israël, et les seuls liens qui unissent les deux pays sont leur attachement à la démocratie sociale et la similitude de leurs idéaux moraux et spirituels. Le révérend Benjamin Nuñez a vu en Israël des Juifs et des Arabes coexister pacifiquement, il a vu aussi le niveau de vie des Arabes et les conditions d'hygiène publique s'améliorer. Il a eu toute liberté pour visiter les Lieux saints du christianisme et il a en sa possession une déclaration, signée par des chefs religieux en Israël, qui souligne que la liberté du culte existe dans ce pays et que l'on y respecte toutes les religions.

72. Dans les territoires occupés, les Arabes jouissent de la liberté d'expression et ont des emplois aux mêmes conditions que les Juifs. Ils ont également une grande liberté de mouvement contrairement à ce qui était le cas lorsque la bande de Gaza était administrée par une autre puissance. Le révérend Benjamin Nuñez considère qu'il conviendrait qu'un comité composé de personnes sans parti pris à l'égard de la question du Moyen-Orient et sincèrement mues par le désir de découvrir la vérité se rende dans les territoires

occupés et y interroge les habitants. Le présent rapport passerait alors au second plan.

73. La délégation costa-ricienne est consciente de ce que l'occupation est une situation anormale, traumatisante et douloureuse à laquelle il faut mettre fin, mais elle faillirait à la justice si elle ne disait pas que la puissance occupante a fait son possible pour rendre moins douloureuse cette situation anormale. La délégation costa-ricienne souhaiterait que les dirigeants des zones intéressées se réunissent pour trouver une solution, inspirés par le désir de parvenir à la paix.

74. M. HAMMAD (Emirats arabes unis), prenant la parole dans l'exercice de son droit de réponse, dit que bien qu'il ne vaille pas la peine de répondre à bon nombre des points soulevés par le représentant du Costa Rica, il ne peut laisser passer l'attaque de ce représentant contre l'intégrité du Comité spécial. Tout le monde connaît la partialité avec laquelle le Costa Rica a toujours agi en ce qui concerne la question de Palestine et c'est pourquoi le représentant du Costa Rica devrait être le dernier à parler de partialité. Le représentant du Costa Rica a dit qu'il voudrait que l'on crée un comité plus impartial et plus juste. A ce propos, M. Hammad rappelle qu'il y a un certain nombre d'années, le Conseil de sécurité a demandé au Secrétaire général de désigner un représentant pour enquêter sur les pratiques israéliennes. M. Hammad se demande si, aux yeux du représentant du Costa Rica, le Secrétaire général est lui aussi partial. Cela dit, si ce représentant souhaite que l'on crée un autre comité, M. Hammad lui rappelle que le Président du Comité spécial a déjà déclaré que tous ceux qui pensent que le Comité est partial n'ont qu'à essayer d'en créer un autre, et il lui propose de présenter un projet de résolution où serait suggérée la composition d'un nouveau comité.

75. Pour le reste, M. Hammad croit que le représentant du Costa Rica n'a pas vu, ou n'a pas voulu voir, de personnes déplacées, de prisons, de camps, de biens expropriés, de biens confisqués dans les territoires occupés, mais se permet d'attaquer le rapport du Comité spécial qui se fonde sur des articles qui ont paru dans la presse et sur des déclarations de dirigeants israéliens.

76. Le **PRESIDENT** invite le représentant de l'Organisation de libération de la Palestine à prendre la parole.

77. M. TERZI (Observateur, Organisation de libération de la Palestine), prenant la parole dans l'exercice de son droit de réponse, dit que le représentant du Costa Rica a insinué que le rapport du Comité spécial est partial ou que l'on a rendu un jugement par défaut. A ce sujet, il rappelle que, au paragraphe 1 du rapport du Comité spécial (A/10272), on fait observer que ce comité a été créé par l'Assemblée générale en vertu de la résolution 2443 (XXIII) et, au paragraphe 18, on dit que le Comité spécial a continué d'enquêter sur les allégations relatives à des violations des droits de l'homme de la population des territoires occupés. De même, au paragraphe 19, le Comité spécial souligne que, bien que le Gouvernement israélien ait continué de lui refuser d'entrer dans les territoires occupés pour enquêter sur place, il a suivi jour après jour l'évolution de la situation dans ces territoires dans la presse ainsi que dans les



déclarations faites par les membres du Gouvernement israélien et par d'autres dirigeants israéliens. Si le représentant du Costa Rica avait lu le rapport du Comité spécial, il saurait que si on avait permis à celui-ci de pénétrer dans les territoires occupés, personne ne pourrait maintenant mettre en doute la véracité du rapport. C'est pour cette raison même que l'on n'a pas permis au Comité spécial d'entrer dans ces territoires, car alors le rapport aurait été irréfutable.

78. M. Terzi cite en outre le paragraphe 186 du rapport, où est évoqué le cas de l'archevêque Capucci qui a été jugé par un tribunal qui n'avait pas été constitué en bonne et due forme en droit international. Il rappelle au représentant du Costa Rica les appels lancés par le Pape et la préoccupation qu'il a exprimée pour le sort des chrétiens et des lieux qui sont sacrés pour le christianisme dans les territoires occupés.

79. De l'avis de M. Terzi, il convient de respecter le représentant du Costa Rica en tant que prêtre, mais il convient également de lui signaler la vérité. Les Palestiniens espèrent quand même vivre en paix; M. Terzi rappelle qu'en 1940 il y avait des quartiers à Jérusalem où Juifs et Arabes vivaient en paix et en harmonie.

80. M. FADHLI (Yémen démocratique), exerçant son droit de réponse, déclare que le représentant du Costa Rica a évoqué la coexistence pacifique des Arabes et des Juifs. Il existe en réalité des Juifs arabes, des Juifs chrétiens, des Arabes chrétiens et des Arabes musulmans. Le représentant du Costa Rica a également évoqué l'administration israélienne des territoires occupés. Il s'agit là d'un euphémisme pour désigner une zone coloniale dont la situation pourrait faire l'objet d'un examen par la Quatrième Commission. De même, le représentant du Costa Rica dit que les Arabes qui vivaient dans la bande de Gaza du temps où elle était administrée par un autre pays — M. Fadhli suppose qu'il s'agit de l'Égypte — ne jouissaient pas de la liberté de circulation. Il convient de signaler que la liberté de circulation, telle qu'elle est comprise par l'Etat sioniste, signifie que les Palestiniens peuvent quitter leur patrie pour ne jamais plus y retourner.

81. M. SENGHOR (Sénégal), parlant dans l'exercice de son droit de réponse, rejette les observations que le représentant du Costa Rica a faites au sujet de l'intégrité de l'ambassadeur du Sénégal qui, membre du Comité spécial, a participé à la rédaction du rapport présenté par le Comité.

82. Le révérend Benjamin NUÑEZ (Costa Rica), exerçant son droit de réponse, déclare qu'en parlant du manque de compétence du Comité il ne mettait pas en cause les qualités morales des personnes qui en faisaient partie. Le révérend Benjamin Nuñez n'a pas accusé les membres du Comité spécial de manque d'intégrité, mais il estime qu'ils

ne sont juridiquement pas compétents pour s'acquitter de cette mission.

83. En ce qui concerne le cas de Monseigneur Capucci, le révérend Benjamin Nuñez déclare qu'il ne connaît pas les mécanismes juridiques de l'Etat d'Israël mais qu'il a lu une lettre signée par les représentants de l'Association de recherche théologique oecuménique en Israël, dans laquelle les auteurs rejettent les accusations d'emprisonnement arbitraire et de sévices à l'égard de monseigneur Capucci, et déclarent qu'ils sont convaincus que ce dernier a été traité équitablement.

84. Par ailleurs, le révérend Benjamin Nuñez précise qu'il s'est borné, dans son intervention, à mentionner certains points qui ne sont jamais évoqués au sein de la Commission.

85. M. TERZI (Observateur, Organisation de libération de la Palestine), exerçant son droit de réponse, rappelle à l'adresse du représentant du Costa Rica que les membres du Comité spécial, agissant *ès-qualité*, n'interviennent plus comme représentants de leurs gouvernements. Ils devraient par conséquent être autorisés à se rendre dans les territoires occupés eu égard à leur qualité de membres d'un comité de l'Organisation des Nations Unies.

86. D'autre part, M. Terzi fait observer que le clergé s'emploie aussi et surtout à lutter contre l'injustice. Le jugement prononcé à l'encontre de l'archevêque Capucci est un exemple d'injustice, étant donné que le tribunal qui a jugé l'archevêque n'était pas constitué selon les formes légales.

87. M. HAMMAD (Emirats arabes unis), exerçant son droit de réponse, déclare que le représentant du Costa Rica a mis en doute la compétence des membres du Comité spécial du fait de leurs relations avec les Etats arabes et de leur attitude envers Israël. Or, M. Hammad doute que, compte tenu des relations du représentant du Costa Rica avec Israël et de son attitude envers les pays arabes, le révérend Benjamin Nuñez soit qualifié pour mettre en doute les compétences du Comité spécial.

88. Si le représentant du Costa Rica n'est pas satisfait du rapport, il lui est loisible de faire une proposition positive, notamment de demander que le Secrétaire général effectue lui-même une enquête dans les territoires occupés, ou encore de présenter un projet de résolution.

89. Le révérend Benjamin NUÑEZ (Costa Rica), exerçant son droit de réponse, dit qu'il serait disposé à présenter un projet de résolution n'était le fait qu'il est tenu de suivre les instructions que son gouvernement lui donne en la matière.

*La séance est levée à 18 h 20.*